

Que se passe-t-il chez REN

Combativité? Apathie des masses? Quelle est la température dans les usines? Que pensent les ouvriers, les militants? Quelle est la politique des directions ouvrières? Que faire? Comment faire?...

Tous les jours, ouvriers et militants tournent et retournent ces questions. Entre l'optimisme de commande des dirigeants, déterminé par la nécessité de justifier l'orientation opportuniste du « compromis » dit à gauche, et les aspirations, les besoins de lutte de la classe ouvrière, le fossé s'élargit. La classe ouvrière veut agir. Les dirigeants bavardent. Il n'est pas de jour où la presse syndicale en général, et pas seulement C.G.T., vantent les bienfaits des discussions, dans les ministères et ailleurs, les « brillants succès » obtenus — à l'image de l'accord intervenu chez les gaziers-électriciens est-

Les revendications des fonctionnaires posent le problème gouvernemental

L'acceptation des revendications des fonctionnaires (que nous traitons par ailleurs) soit un salaire de base de 240.000 francs (la C.G.T. ajoutant 7.000 francs immédiatement pour tous) remettrait en cause l'équilibre financier de l'Etat-Patron, en définitive la poursuite de la guerre d'Algérie. Plus qu'aucun autre, le conflit fonctionnaires-Etat montre clairement que les gouvernants bourgeois doivent partir pour que soient satisfaites les revendications ouvrières. Cela implique une lutte extrêmement ferme. Aussi, à moins de vouloir se limiter à un succès de prestige, les syndicats se doivent de dire nettement cela; sinon après quelques grèves d'avertissement les fonctionnaires auront quelques centaines de francs et tout rentrera dans l'ordre.

Ceux des dirigeants syndicaux qui désirent précisément éviter que soit remise en cause la politique actuelle emploient deux arguments. A « F.O. » et à la « C.F.T.C. », sans doute à la F.E.N. à mots plus ou moins couverts, on parlera d'apollitisme, sentiment particulièrement développé dans ces milieux lorsqu'il y a quelques ministres socialistes ou M.R.P., type Buñon. Il s'agit purement de la n^{ème} répétition de la farce de l'apolitisme syndical qui couvre la défense de la politique de la bourgeoisie et de ses associés.

Plus sérieux paraît l'argument de « l'unité ». Déjà les dirigeants de la C.G.T. ont expliqué au moment de la grève des banques qu'ils ne prenaient pas position à l'échelon confédéral sur l'extension des pouvoirs spéciaux en discussion au même moment pour ne pas briser l'unité. Sans doute en sera-t-il de même cette fois-ci. Dans les couloirs, les dirigeants communistes de la C.G.T. pourront toujours dire que c'est de la faute à Lebrun. Que voilà un prétexte utile! Car le Parti Communiste se saisit-il du mécontentement des fonctionnaires pour leur montrer que l'obstacle majeur à leurs revendications c'est la politique de guerre coloniale, de récession organisée? Le P.C. fait-il la démonstration cent et cent fois qu'il est illusoire pour les fonctionnaires d'espérer une amélioration réelle de leur sort sans qu'ils mènent une lutte sévère, sans qu'ils aient recours à une grève illimitée de leur corporation ou plutôt sans que leur mouvement s'intègre à une action généralisée du prolétariat? Les dirigeants communistes expliquent-ils que la seule issue à l'actuelle situation est l'indépendance de l'Algérie sans aucune réticence, ce qui présuppose le remplacement des gouvernements bourgeois par un gouvernement ouvrier? Non, cela n'est pas dit ou tout au moins avec infiniment de discrétion car il ne s'agit que d'un alibi face aux militants communistes. Il y aura bien un petit meeting, cela n'est pas une campagne systématique. L'argument de l'unité à préserver n'est pas recevable, car les données de la situation présente impliquent certes l'unité mais l'unité d'ACTION. Et cette unité ne se fera pas parce que les dirigeants cégétistes des fonctionnaires rognent leurs demandes; dans ce cas on ne pourrait aboutir qu'à l'unité dans les antichambres ministérielles.

L'unité d'action implique que les fonctionnaires dans leur grande masse aient conscience des buts de la lutte et des obstacles à vaincre. L'unité nécessite que les fonctionnaires dirigent eux-mêmes leurs luttes et contraignent si besoin est les directions hésitantes à l'action résolue. C'est-à-dire la constitution de comités d'action élus par l'ensemble des fonctionnaires. Ces comités se fédérant pour aboutir à un comité central d'action des fonctionnaires qui dirige la lutte en liaison et sous le contrôle constant des comités de base, appelle à la préparation de la grève générale des fonctionnaires, appelle à la grève générale de toutes les corporations.

Cela la C.G.T. et le P.C.F. devraient le dire. Seuls sans doute les marxistes révolutionnaires le diront.

L. C.

il ajouté. De temps en temps, les dirigeants demandent à la classe ouvrière de se manifester, et les discussions commentent. Les fruits de l'« action unie », les « démarches communes », « l'unité qui grandit » et autres formules du même acabit dissimulent la véritable carence de la direction ouvrière. Nous publions une lettre d'un correspondant de chez Renault, illustrant les conséquences de cette absence d'une politique et d'une direction révolutionnaire.

Comme une quelconque expérience d'une vulgaire fusée-panplemousse, l'opération de « reconduction de l'accord Renault » ient de s'achever. Le « renouvellement et amélioration de l'accord », plate-forme revendicative de tous les syndicats de l'usine se traduit par zéro. Pis même, les 4 % à la signature sont supprimés, et si l'on s'en rapporte à la réalité économique et à l'inflation, il est probable que l'engagement de la direction de relever les salaires de 4 % en 1958 (« au moins » est-il précisé) risque de se traduire par un nouvel abaissement du pouvoir d'achat.

Il serait prématuré cependant de conclure que la Régie Renault vient de remporter une nouvelle victoire, même si les syndicats-croupions maison — S.I.R. — F.O., et C.G.C. se sont empressés d'aller signer... et si la C.F.T.C. et la C.G.T. esquissent les premiers pas d'une nouvelle valse-hésitation.

En effet, le « climat social » en détérioration, l'incertitude quant à l'évolution économique dans les prochains mois sèment l'inquiétude parmi les tenants d'une nouvelle sociologie industrielle dont la Régie Renault se pique d'être l'initiatrice.

Nous sommes en effet très loin des articles massues de la fin 1955, qui saluaient l'avènement de « l'AN I de l'Espoir ouvrier... » ou « la fin de la condition prolétarienne en France »... Les premières menaces de récession et les précautions à prendre pour y faire face auxquelles ont recourus les patrons... et aussi la Régie Renault, aussi nationalisée soit-elle, ONT SUFFI POUR CELA. Pendant la première période de « discussions », préliminaires à la reconduction de l'accord, la direction de l'usine avait apposé dans les ateliers une affiche dans laquelle elle annonçait la convocation des organisations syndicales, mais aussi qu'elle entendait n'assumer « aucune nouvelle charge financière ».

Tant il est vrai que le « réformisme » ne se perpétue qu'aussi longtemps que les « réformes » sont possibles et toute la construction de cette mystification qu'est l'accord Renault sur le plan idéologique s'effondre maintenant. Le gel de février 1956, l'expédition de Suez et la crise du pétrole qui s'ensuivit, qui furent les arguments fondamentaux de Dreyfus pour ne pas appliquer les dispositions de l'accord en matière de pouvoir d'achat, devront faire place à de nouvelles « justifications ». Le durcissement patronal, chez Renault, ainsi qu'en témoigne le licenciement de Finot (voir notre n° 73 de décembre 1957) après d'autres,

paraît inévitablement indiquer dans quelle perspective nous débouçons: UNE ACCENTUATION, UN DURCISSEMENT DES CONFLITS DE CLASSE, UNE EPREUVE DE FORCE. La période où le partage des « fruits de la productivité » constituait le fondement de l'activité syndicale, SE TERMINE. C'est ce changement de conjoncture et la modification de la politique patronale en découlant qui n'ont pas été appréciés correctement par les divers syndicats de l'usine, au moins publiquement. L'absentéisme ouvrier aux réunions syndicales, le découragement et la désorientation des militants ouvriers et syndicaux, privés de perspectives, en sont une des conséquences, venant s'ajouter au manque de confiance, maintenant généralisé, hérité des défaites passées.

Nous avons vu plus haut que les syndicats indépendants et C.G. Cadres ont signé la « reconduction de l'accord ». La C.F.T.C. et la C.G.T., à l'heure où nous écrivons, refusent toujours leur signature. Le plus curieux de leur attitude, depuis le début des discussions, c'est qu'il est IMPOSSIBLE DE SAVOIR CE QU'ILS VONT FAIRE. Si l'on prend un tract de la C.G.T. du 12 décembre, jour de l'entrevue syndicats-direction aux Champs-Élysées, on lit pendant les 3/4 du papier une dénonciation de la politique de la Régie qui « se refuse à toute discussion », « n'admet pas de modification à son texte », etc..., puis en deux phrases, il est fait allusion au fait que le personnel ne se résigne pas à la politique d'austérité, et se prépare à « réagir comme il convient » (sic). Dans le dernier quart du tract, en une quinzaine de lignes, on peut lire que la C.G.T. est désireuse de participer aux « discussions » (après avoir dit au recto que la direction s'y refusait), que la situation justifie l'augmentation substantielle des salaires, qu'il faut supprimer les restrictions sur les primes, discuter les avenants des catégories professionnelles. Puis, après avoir répété que les discussions n'aboutissent à un résultat positif que lorsqu'elles sont appuyées par l'action unie des travailleurs, et que l'absence de la C.G.T. rend plus faciles les refus de la direction, le tract conclut que la C.G.T. se présentera à la Réunion des Champs-Élysées. C'EST TOUT. Pour faire quoi? Va-t-elle signer? et à quelles conditions? Les travailleurs n'en savent rien. Dans ce tract, il n'est d'ailleurs JAMAIS PRÉCISÉ COMMENT LES TRAVAILLEURS DOIVENT AGIR. Le lundi 16, aucun compte rendu public n'avait été fait. En l'absence d'un « climat de bataille », impossible à créer artificiellement, RIEN N'EMPECHAIT la tenue de meetings, ni une campagne d'agitation et propagandiste large. Rien n'empêchait non plus, après avoir dénoncé les conditions dans lesquelles ont lieu les prétendues discussions, que la C.G.T. affirme qu'elle NE SIGNERA PAS L'ACCORD. Dans la situation présente, pour chaque ouvrier, cette signature équivaudrait à une acceptation de la politique de la direction, la reconnaissance d'un rapport de force en faveur de cette dernière, ABOUTISSANT SURTOUT A CE QUE LES OUVRIERS CONCLUENT QU'IL N'Y A RIEN A FAIRE à l'étape actuelle.

Une aumône

Il était décidé depuis longtemps qu'au 1^{er} janvier 1958 le traitement des fonctionnaires serait calculé sur la base de 200.000 francs hiérarchisés. La grève du 19 novembre, les résultats obtenus à la suite des grèves de l'E.D.F. et du Gaz de France ont accentué le climat de revendications dans la Fonction Publique. Poussés par F. O., les socialistes dont 1/3 des adhérents du parti sont des fonctionnaires, réclamaient que le chiffre de base fut porté à 210.000 fr. hiérarchisés et que les 220.000 fr. hiérarchisés fussent accordés dans le courant de 1958.

Après dix jours de délibération, Gaillard a réussi son coup — les ministres socialistes ont capitulé et les fonctionnaires n'ont eu qu'une aumône provocante.

Qu'ont-ils obtenu en effet? Au 1^{er} janvier une prime de 10.000 francs annuelle, soit une augmentation mensuelle de 833 fr. Au 1^{er} mai cette prime serait incorporée au traitement qui passerait à 210.000 francs hiérarchisés (cela signifie une augmentation de 1.000 à moins de 3.000 fr. par mois, pour 50 % de petits fonctionnaires). Au 1^{er} août, encore une augmentation de 833 fr. par mois. Au 1^{er} novembre, le traitement de base serait alors de 220.000 francs hiérarchisés.

Cette décision a provoqué un mouvement de colère des fonctionnaires qui espéraient beaucoup plus.

Toutes les organisations syndicales réclament pour 1958 le traitement de base à 240.000 fr.

DANS LA FONCTION PU

hiérarchisés, avec les 220.000 fr. dès le 1^{er} janvier. Mais le gouvernement joue sur la division syndicale.

Il y a peu de chance pour qu'une grève éclate avant la fin de l'année. Cependant le conflit des fonctionnaires avec le gouvernement demeure très sérieux, car le mécontentement existe en profondeur dans beaucoup de corporations et une poussée de la base en province ou ailleurs serait peut-être assez forte pour déborder et rompre l'inertie des directions syndicales.

Chez les postiers

Malgré la grande diversité des activités postales, on peut ranger les travailleurs des P.T.T. en deux grandes catégories dont les traits prolétariens sont plus ou moins accentués. La première qui se rapproche le plus du prolétariat industriel comporte notamment les agents des lignes, les facteurs, les manutentionnaires, les chauffeurs de voitures postales... la seconde est formée essentiellement du personnel plus sédentaire: agents des guichets, du tri, des chèques postaux, des administrations régionales et centrales. Il n'y a pas évidemment une séparation absolument rigide mais l'existence de cette différenciation se vérifie par le fait que la Fédération Postale (C.G.T.) a une influence beaucoup plus grande parmi les facteurs, les agents des lignes,

les manu que parmi le (guichets, tri, etc...). La pour la Fédération F.O. dres sont en même temp tratifs (inspecteurs, receive

Comme dans l'ensem vrier, les effectifs syndie gnation. Il existe un man général envers les directi ne peut être identifié à u la dernière période il ments de grève qui ont o L'analyse de ces demi-éc actuelle des travailleurs d teurs ont débrayé avec raient que ces luttes par pes vers un mouvement gardaient une certaine con non pas tellement à cau mais eu égard à certains lement liés aux masses.

D'autres secteurs ont dépendamment du frein o F.O., il faut également y la méfiance que nous ave Consciencement ou non, ce des partisans du « tout attitude soit erronée ou testablement dans certain S'appuyer sur leurs fore